



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

43, boulevard de Magenta - 75010 PARIS - Tél. 01.53.38.99.99 - Fax. - 01.40.40.90.98 - courriel : [mrp@wanadoo.fr](mailto:mrp@wanadoo.fr)

## Conférence débat à Angers

le 18 mai 2007

Centre Jean Vilar- Roseraie à 19h30

Organisée par le **MRAP 49** et **Emergence Citoyenne**

avec deux intervenants:

**Christian DELARUE**

Secrétaire national du MRAP et membre du CA d'ATTAC France

et

**Vincent GEISSER**

sociologue au CNRS

Sur le thème

### "La force des quartiers populaires : de l'indifférence à l'engagement"

Intervention de Christian DELARUE

Comme Vincent GEISSER intervient juste après moi, certains aspects ne sont pas développés, ni même abordés. Tout deux avons le souci d'une perspective critique et donc d'aller derrière l'apparence des événements mais à partir de choix théoriques différents. Etudier par exemple la micro-histoire des quartiers populaires permet de faire apparaître des vérités utiles tout comme la mise à nue d'autres logiques lourdes de type macro-économiques et sociales. Bref, nos propos seront je l'espère complémentaires.

J'ai ordonné mon intervention en 7 points suivants :

- 1) Quartier, espace ou territoire.
- 2) Distinctions et relégation: quartiers riches, quartiers populaires.
- 3) Assimilation : quartiers populaires, quartiers « difficiles » ou « sensibles »
- 4) Politique liberticide : La « remise en ordre » des quartiers par une société disciplinaire pour tous.
- 5) Réalité à combattre : chômage, mal logement, police, discriminations racistes.
- 6) Réalité encourageante : « Faire société » et lutter, tous ensemble.
- 7) Politique alternative : Enfin, faire avancer la perspective citoyenne et démocratique.

Tout d'abord, qu'est-ce qu'un quartier ? Où commence un quartier ?

**1 – QUARTIER, ESPACE OU TERRITOIRE.**

Abstraitement, un quartier se définit comme une subdivision spatiale de la ville . Les quartiers périphériques sont plutôt dénommés banlieue ou cité. On évoque les cités « dortoirs » quand les habitants viennent travailler en ville, au centre.

### **- La production du territoire comme espace bien délimité.**

Un quartier est-il un espace ou un territoire ou en « entre deux ». Un espace est hétérogène et sans frontières précises et figées alors qu'un territoire est homogène avec des frontières précises et durables même si contestées.

La production du quartier comme territoire est-elle le fait de l'administration comme pour le territoire étatique. Il ne le semble pas. La définition officielle des administrations locales intervient ensuite . Elle constate ; elle repère des lignes de fracture et essaie de les figer comme frontières. Mais la vie du quartier fait que ces frontières bougent .

### **- Quartier, territoire étatique, Europe (paragraphe non exposé lors de la conférence)**

On le sait, il y a souvent des conflits à propos des frontières territoriales à propos des territoires étatiques. Les frontières ne sont pas figées aussi bien pour l'Europe que pour les Etats comme la France. Ainsi, s'agissant par exemple de l'Europe, les Dardanelles ne sont pas une frontière naturelle, car la géographie n'impose pas des évidences à l'histoire qui place ailleurs les frontières. S'agissant du territoire étatique national français, Paul ALLIES (1) a montré le rôle historique joué par les administrations dans sa production comme espace homogène. L'Administration française a figé un espace – par nature plus flou, plus évolutif - en territoire. L'auteur parle même de réification pour montrer ce qui bouge ce qui vie y est chosifié, anéanti par des dispositifs abstraits (2). Les douanes pose un frontière qui bride la liberté de circulation mais qui ne l'annule pas. La production du quartier n'est pas celle de l'Etat et de son territoire. Le rôle des administrations y est moins déterminant.

### **- La production capitaliste de la ville et du quartier.**

Michel KOKOREFF sociologue note dans son ouvrage « la force des quartiers » que le problème de définition « réside dans le croisement des dimensions économiques, sociales, spatiales et ethniques ». (p33) Un croisement à dominante capitaliste et bourgeois.

Avant d'indiquer les choix ou non choix des familles et individu(e)s il faut signalons d'abord la dynamique lourde structurelle et historique propre au mode de production et d'échange capitaliste qui opère sur la longue durée un développement inégal tant au plan territorial qu'au plan social et environnemental. Le capitalisme a comme tendance de fond de produire de la ségrégation à la fois spatiale et sociale, autrement dit des zones riches ici, des zones pauvres là. Les dynamiques structurantes sont le fait d'une part de l'investissement dans la construction de lieux de production usines et bureaux ou de lieux de commercialisation par les entreprises et les administrations et d'autre part les capacités d'implantation des familles bourgeoises pour leur habitat..

### **- Aujourd'hui, que font les politiques ?**

- Les *politiques libérales* laisse faire les forces du marché entendez le capital ou si vous voulez les entreprises privés construire ce mal développement spatial. Ce qui est moins évident c'est bien que les libéraux font intervenir l'Etat mais si Les institutions publique centrales ou locales interviennent c'est pour aider ces entreprises dans le respect de leur propre logique qui comme vous le savez ne fonctionne pas à l'intérêt général et à la satisfaction des besoins de tous y compris des couches sociales défavorisées et marginalisée.
- Les *politiques sociales-démocrates* se veulent, elles, correctrices de ce mal développement. Je ne peux ici que renvoyer à ce qu'écrit notamment Jean-Marie DELARUE sur la « politique de la ville » depuis 1990 ( ). Personnellement j'ai pu voir à Rennes les limites de la politique de développement social des quartiers dite DSQ a une certaine époque, une époque de chômage important et de longue durée. Cette politique territoriale avec tout ce qu'elle pouvait avoir de positif ne compensait pas la dégradation de la situation de l'emploi et du logement social.

## **- Une autre production de l'urbain est-elle possible ?**

Dans les années 80 *des analyses marxistes* de l'urbanisme tentèrent de fournir des pistes pour une autre ville notamment avec une autre conception des zones d'aménagement concerté – les ZAC – ou les experts n'imposaient pas leur point de vue face à l'expression des habitants. Aujourd'hui on sait (cf ATTAC Logement) que le prix du foncier est déterminant pour promouvoir une politique de déploiement de l'habitat de qualité à bas tarif (HLM) et qu'une politique offensive est nécessaire sur ce plan au-delà de l'expression des habitants. Un autre aspect concerne les lieux de production des zones structurantes comme les zones d'activités commerciales ou les zones vertes aménagées pour la détente, etc... Ici ce ne sont pas les habitants des quartiers populaires qui décident des lieux d'investissements.

## **2 – DISTINCTIONS et RELEGATION : QUARTIERS BOURGEOIS, QUARTIERS POPULAIRES, « SOUS-QUARTIERS » PAUVRES.**

- **Ceux qui choisissent** leur cadre de vie: Hors la dynamique de fond du capitalisme il importe aussi d'évoquer les habitus de classe dans la formation des quartiers et notamment des quartiers de riches. Bref la sociologie, avec Eric MAURIN notamment, montre contre le préjugé ordinaire que c'est volontiers la bourgeoisie qui forme ses propres ghettos, ses « beaux quartiers » et qu'il y a une sorte de stratification sociale « de distinction » dans l'habitat et donc *in fine* la formation d'espaces urbains de classes. Cela se produit dans la mesure où les couches moyennes aisées - autrement dit les ingénieurs, les cadres et les professions libérales - ne participent guère à la mixité sociale mais reproduisent en périphérie des grandes villes un mode « d'habiter ensemble » des très riches.

- **Ceux qui ne choisissent pas mais qui pour autant ne se mélangent pas.** Au regard de cet examen il semble bien que les travailleurs prolétaires (au sens de « les salariés qui épuisent leur salaire pour vivre » autrement dit les ouvriers et employés et cadres inférieurs) et les pauvres chômeurs ou non se satisfont en fait des zones d'habitations résiduelles. Mais la logique de recherche de l'entre-soi résidentiel se poursuit et n'épargne personne notamment l'ouvrier français cherchant à fuir les chômeurs immigrés.

## **3 – ASSIMILATION : QUARTIERS POPULAIRES = QUARTIERS «DIFFICILES» : LES « CLASSES DANGEREUSES » !**

On ne parle plus des « quartiers ouvriers » ou des « banlieues rouges » mais de quartiers populaires abandonnés par la République qu'il faut réinvestir plus par la présence policière que par le développement de l'habitat social et les services publics. Les classes dangereuses sont toujours là mais ne sont plus contrôlables par les familles, les églises, les partis. La criminalisation des habitants des quartiers populaires est à la base de la politique répressive actuelle.

### **De la « racaille »...**

La réaction de certains jeunes à l'agression de la société – la police, les racistes, etc... – peut se faire sur le mode de la démarcation plus ou moins agressive voire par la tendance à des pratiques condamnables et délinquantes. Le terme de « racaille » permet d'englober sous une formule stigmatisante à la fois les « délinquants d'exclusion » et ceux qui ne le sont pas mais qui pratiquent des « incivilités » voir ont simplement un mode de vie différent. Les parents laxistes y sont assimilés. Les dégradations et les faits de délinquance sont donc réels mais par trop généralisés.

### **...au « karcher ».**

Il y a un effet pervers d'attribution soit à l'ensemble des jeunes sans distinction soit aux jeunes immigrés qu'il faut critiquer sans relâche. Si cette critique première n'est pas faite alors l'idée d'une politique répressive et globale du « karcher » peut faire son chemin dans la population. Or cette politique du « karcher » est nuisible ; elle a un goût nauséabond de sociobiologie appliquée autrement dit d'élimination des inadaptes sociaux. Elle accompagne aussi l'idée de l'incapacité des familles déshéritées à éduquer correctement leurs enfants. Le bilinguisme des immigrés a quand même été repéré comme source de délinquance dans le pré-rapport Bénisti.

Enfin, l'ensemble permet de réduire les libertés, d'instaurer une société disciplinaire qui déborde le contrôle des quartiers sensibles pour se généraliser à toute la société. Dans ces constants on reste très superficiel. On réprime et on culpabilise mais on ne va pas à la racine des choses.

#### **4 – POLITIQUE LIBERTICIDE : LA « REMISE EN ORDRE » DES QUARTIERS PAR L'INSTAURATION D'UNE SOCIÉTÉ DISCIPLINAIRE POUR TOUS.**

Le tournant sécuritaire de la campagne électorale de 2002 n'a pas trouvé une réponse de progrès social portant sur la sécurité de l'emploi et de meilleures conditions de travail pour tous et toutes. Comme souvent en pareil cas c'est le versant réactionnaire qui se développe plus encore. Le racisme, le sexisme, le mépris des RMIstes et des "fainéants" s'est développé dans certains milieux populaires, non par atavisme mais sous l'influence des discours de la droite et du patronat. Aujourd'hui cela débouche sur une solution de type bonapartiste ou un démagogue prend appui sur une fraction du peuple pour satisfaire les intérêts des dominants en soumettant le peuple et le salariat. N. SARKOZY va oeuvrer à former une société d'individus assujettis par le pouvoir politique comme par les dirigeants d'entreprise ou des Administrations. Il s'agit fondamentalement de soumettre, de faire plier, de faire "courber l'échine", d'avoir des travailleurs dociles en entreprise et ayant "peur du gendarme" dans les quartiers. D'où l'émergence des résistances, d'où la nécessité d'aller au-delà sur un projet libérateur, émancipateur et rassembleur.

##### **- Qu'est-ce qu'une société disciplinaire?**

Une société disciplinaire (3) ce n'est pas le fascisme ni l'Etat policier même si l'on y tend. C'est une société qui pratique le contrôle social, donc une société qui restreint la liberté d'aller et de venir en accroissant le dispositif pénal et les pouvoirs de police. C'est une société qui pénalise les problèmes sociaux, qui pénalise aussi bien les pauvres que les immigrés. C'est une société qui ne sait plus distinguer la prévention de la répression.

Elle se met en place avec l'aval des masses (2) obsédées par la peur de l'autre et sensible au discours sécuritaire des libéraux impuissants à répondre à l'insécurité économique créée par les licenciements. En effet, au lieu de chercher une réponse économique et sociale protectrice qui s'attaquent directement aux inégalités et au chômage les artisans de la société disciplinaire choisissent au contraire les solutions économiques et sociales néolibérales qui précisément accroissent le chômage et l'exclusion. Il ne reste alors que la répression, l'exclusion et l'enfermement voire l'élimination : que la "racaille crève" ! Vive l'eugénisme!

##### **- Danger, le pire est qu'ils n'ont pas d'autres solutions: il n'y a que la fuite en avant!**

La société disciplinaire met la justice et les agents des services publics sous les ordres des maires et des préfets pour faciliter les opérations de police. Fondamentalement le cœur et la raison chavire car il "faut punir les individus et non pas rechercher les causes sociales ou psychologiques de leurs difficultés".

C'est cette ignorance volontaire des causes sociales de la délinquance qui constitue une régression considérable. Nul ne pense qu'il faut abolir les prisons. C'est tout au autre chose que de penser que la prison est la solution ! La société disciplinaire est une société carcérale où la police et la justice enferme aisément car la prévention n'existe plus comme remplacée par tout un discours sociobiologisant et fataliste sur la délinquance. Ici l'histoire n'indique-t-elle pas qu'une telle société peut mener au pire.

#### **5 – REALITE A COMBATTRE : LE CHÔMAGE, LE MAL LOGEMENT, LA POLICE PARTOUT, LES DISCRIMINATIONS RACISTES.**

Les quartiers populaires connaissent un taux de chômage très élevé (5) qui frappe les hommes et les femmes, les jeunes et les moins jeunes, les « gens de couleurs » sont particulièrement frappés par le chômage et la précarité. La discrimination à l'embauche comme pour l'accès au logement est sévère pour les « noms colorés ». Quand aux pratiques de contrôle de la police, elles sont stigmatisantes et racistes

puisque si vous êtes colorés vous serez contrôlés plusieurs fois par jour alors que si vous êtes blancs vous pourrez passer au même endroit sans être contrôlé.

**Politique alternative** : Une politique de lutte contre les discriminations doit donc accompagner une grande politique d'insertion économique et sociale notamment via le développement des services publics. Plus précisément l'effort doit porter vers une scolarité adaptée, de meilleurs logements à bas tarif (hors prix du marché), des centres culturels attractifs et surtout une bonne insertion dans l'emploi en entreprise comme dans les Administration est nécessaire. A défaut certains jeunes – et non « les jeunes des banlieues » - vont se regrouper dans les halls des tours et coproduire du conflit et de l'insécurité avec la police. Et la répression n'y changera rien.

## **6 – REALITE A ENCOURGER : « FAIRE SOCIETE » ET LUTTER, TOUS ENSEMBLE.**

Dans les quartiers populaires il y a une vie positive qui témoigne que la délinquance n'est pas un destin collectif. C'est le propos qui traverse l'ouvrage de KOKOREFF, « La force des quartiers ».

Il y a d'abord toutes les associations sportives notamment de football mais pas seulement qui permette – dans certains quartiers populaires, pas tous - un relatif épanouissement des jeunes. Sans idéaliser les pratiques avec notamment les limites que sont le maintien des équipes ou clubs communautaires ou le maintien des attitudes sexistes, ou racistes ici ou là je pense que les sports collectifs de quartier ont des vertus à encourager.

Il faut aussi mettre en valeur ici ou là les réussites éducatives, telles que les écoles de la « deuxième chance » alors que des études montre une « fuite de l'école des pauvres » (6) de la part des élèves issus de familles aisées ainsi que des enseignants dans certains quartiers. Il y aussi du côté des associations culturelles et interculturelles un pas s'est formé depuis plusieurs années en terme d'engagement constructif pour « faire société », notamment par des femmes..

A partir de là des actions plus citoyennes encore se sont menées pour favoriser le vote des jeunes issus de l'immigration comme des autres jeunes des quartiers, des luttes contre le mal-logement, pour les « sans papiers », etc.

## **7 - POLITIQUE ALTERNATIVE : FAIRE AVANCER LA PERSPECTIVE CITOYENNE ET DEMOCRATIQUE.**

Outre la perspective du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers extracommunautaires qui ne doit pas être oubliée il convient aussi de mobiliser l'idée de démocratie participative et même d'altercité (7) qui s'inscrit dans un combat de transformation sociale globale. Cette dernière, récemment portée par la gauche dans la campagne électorale, pourrait permettre l'expression des jeunes, des femmes et de l'ensemble des habitants des quartiers à condition qu'elle ne vise pas à faire parler une élite "issue de l'immigration" présentable dégagee des soucis quotidiens de la vie dans les quartiers populaires. La démocratie participative pourrait aussi offrir une solution alternative ou complémentaire à un engagement de type communautaire voire de type communautariste.

Christian DELARUE Secrétaire national du MRAP et Membre du CA d'ATTAC France

Notes :

1 – Paul ALLIES dans un ouvrage de 1980 intitulé « l'invention du territoire » .

2 – la notion de « dispositifs abstraits » est ici empruntée à Jean-Marie Vincent et à comprendre de façon plus large que les dispositifs prescriptifs de l'Administration.

3 - Lire Surveiller et Punir : l'exemple du projet de loi "prévention de la délinquance" Texte de l'intervention de\* Evelyne Sire-Marin,

magistrat, //coprésidente de la fondation Copernic et membre du Syndicat de la magistrature au colloque du 17 juin 2006 "pas de zéro de conduite pour les enfants de trois ans"

publié dans COPERNIC FLASH

le 13 Septembre 2006 (en version pdf)\*

Fondation Copernic—BP 32—75921 Paris cedex 19\*

Tel : 06.75.25.77.76\*

**\*Email : [fondation.copernic@ras.eu.org](mailto:fondation.copernic@ras.eu.org)\***

[www.fondation-copernic.org](http://www.fondation-copernic.org) <<http://www.fondation-copernic.org/>>\*

lire aussi : Des sociétés disciplinaires aux sociétés de contrôle Philippe Zarifian

<http://perso.orange.fr/philippe.zarifian/page111.htm>\*

4) "Masse" car toutes les classes et couches sociales peuvent connaître ces craintes y compris les ouvriers et employés. Mais comme pour le racisme, ce sont les élites adeptes du néolibéralisme qui alimentent ces craintes.

5) Le niveau de chômage dans les quartiers populaires.

<http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/etudequartier.pdf>

Voir aussi les données du rapport "Ségrégation urbaine et intégration sociale" du Conseil d'analyse économique (Fitoussi, Maurice) : <http://www.cae.gouv.fr/rapports/045.htm>

6) Sur la fuite de l'école : Chap. 2 : Fuir l'école des pauvres

II.1 - Evitement de l'école samedi 23 juillet 2005

par Sylvain Bellégo <<http://etudiants.scienceducation.info/Sylvain-Bellego.html>>

<http://etudiants.scienceducation.info/II-1-Evitement-de-l-ecole.html>

7) ALTERCITOYEN de Christian Delarue

[http://bellaciao.org/fr/article.php3?id\\_article=34633](http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=34633)

CITOYEN CONFINE, SEPARÉ, EXCLUS ou CITOYEN D'EMANCIPATION

[http://www.mrap.fr/campagnes/mondialisation/altercitoyen/document\\_view?navBatchStart=0](http://www.mrap.fr/campagnes/mondialisation/altercitoyen/document_view?navBatchStart=0)

8) LES LIMITES PATENTES DE LA POLITIQUE SOCIALE DEMOCRATE DE LA VILLE (Christian DELARUE ATTAC)

à la lecture d'une intervention de Jean-Marie DELARUE l'ex-délégué interministériel à la ville

sous : Du SOCIAL au POLICIER ou LE "DESORDRE POLICIER" AGGRAVE

[http://bellaciao.org/fr/article.php3?id\\_article=48521](http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=48521)